APRÈS UNE PERTURBATION DE PLUSIEURS JOURS

Nette amélioration dès aujourd'hui

La vague de froid, les vents violents et les fortes pluies qui se sont abattus sur le nord du pays cesseront progressivement à partir d'aujourd'hui.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - La perturbation, classique selon les services de la météo, laissera place à un temps plus clément. Les températures remonteront sensiblement dès aujourd'hui.

Selon le chargé de communication de l'Office national de la météorologie, le soleil refera une apparition à l'ouest et au centre, avec quelques passages nuageux à l'est du pays. Les vents resteront modérés à assez forts pour les deux journées de lundi et mardi. Il fera dès aujourd'hui 22 degrés à Alger, 8 à Médéa, Constantine et Sétif.

Jusqu'à jeudi, le soleil restera dominant avec le retour de la pluie mercredi mais le plus gros de la perturbation sera bel et bien passé et le froid ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Photo : Samir Sid

Une situation qui n'a pas engendré beaucoup de dégâts.

Les températures attendues n'ont rien à voir avec celles enregistrées en début de semaine, avec 13 degrés à Alger, 14 à Oran, 12 à Annaba, 4 à Médéa, 8 à Mascara, 6 à El-Bayadh et 4 degrés à Constantine, Batna et Djelfa.

Il a également neigé sur les reliefs de plus de 800 mètres du nord du pays.

Des vents forts et de secteur ouest à nord-ouest, avec des rafales sur les régions nord, atteignant 60 à 80 km/h, ont également soufflé.

Cette situation atmosphérique n'a heureusement pas engendré de dégâts.

Les services de la Protection civile indiquent qu'aucune intervention n'a été enregistrée pour cause de mauvais temps, en dehors des opérations classiques qui lui incombent.

Dans les wilayas de Béjaïa, Sétif et Bouira, des routes ont néanmoins été fermées à la circulation suite à d'importantes chutes de neige.

N. I.

TIARET

Le verglas paralyse la ville

Le verglas qui s'est constitué au lendemain des fortes chutes de neige sur la région de Tiaret, depuis samedi dernier, a pratiquement paralysé toute activité, notamment durant la matinée d'hier.

De peur d'être victimes d'une chute, qui, parfois fatale, les enseignants ne se sont pas rendus à leurs établissements, obligeant ainsi l'administration à renvoyer les élèves chez eux.

C'est du moins ce que nous avons constaté hier matin, à travers plusieurs écoles de la ville. Idem pour les travailleurs, plus particulièrement les femmes contraintes à rester chez elles.

Les rares personnes, qui se sont aventurées tôt le matin pour rejoindre leurs postes de travail, ont éprouvé des difficultés à marcher sur une chaussée glissante. De son côté, le transport, que ce soit au niveau urbain ou interwilayas, a été très limité.

Les transporteurs ont pris conscience du danger que représentaient les routes, comme cela a été le cas de ceux conduisant les bus venant de l'est du pays pour rallier la capitale de l'Ouest. Ces derniers, redoutant le tronçon de Guertoufa connu pour sa descente à haut risque, ont dû passer la nuit à Tiaret. Jusqu'à hier matin, ces transporteurs étaient toujours réticents.

Le fait marquant de cette journée est l'ambulance qui patinait malgré l'intervention des citoyens venus pousser vainement le véhicule, la pente menant à la structure sanitaire étant difficile à négocier.

Devant cet état de fait, les pompiers ont dû transporter le malade sur une civière aux UMC. De l'avis des citoyens, cette situation nous pousse à se poser des questions sur le rôle des services concernés appelés à intervenir dans ce genre de situation, car diront-ils, le verglas n'est finalement pas ... inévitable...

Mourad B.

FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'ARTISANAT

La réticence des établissements bancaires pose toujours problème

Les banques publiques continuent d'être réticentes pour financer l'activité ou la création de nouvelles petites et moyennes entreprises (PME), a déclaré hier le ministre en charge du secteur, M. Mustapha Benbada, lors d'une rencontre cyclique d'évaluation organisée au siège de la Mutuelle générale des travailleurs de la construction à Zéralda.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le problème du non-recouvrement des créances détenues par les établissements financiers auprès des PME, dont certaines datent des années 1990, est à l'origine du refus des banques à accorder des crédits d'investissement.

Un conseil interministériel a donc été organisé récemment en présence des P-dg des banques, pour trouver une solution aux différents écueils posés. Un groupe de travail a été installé au niveau du département des finances pour réfléchir aux problèmes de la réglementation pour la création de filiales bancaires spécialisées dans le leasing, la pénalisation des actes de gestion et la gestion de la ressource humaine que les banques publiques perdent en faveur des banques privées. Une enveloppe de 30 milliards de dinars devrait être prélevée sur des fonds publics pour aider certaines PME à dépasser leurs difficultés financières, notamment celles relevant du secteur artisanal, a ajouté Mustapha Benbada. Le refus des établissements bancaires à accorder des crédits aux PME est aussi justifié par le fait que les banques éprouvent d'énormes difficultés à revendre les entreprises en faillite. L'existence d'une mafia détenant le monopole sur certaines activités industrielles et artisanales serait, selon le ministre, à l'origine d'une telle situation. Par ailleurs, le ministre déclare que cela n'empêche par l'Etat de continuer son programme d'action pour la relance du secteur des PME et de l'artisanat. Depuis 2004 jusqu'à 2008, plus de 120 000 PME ont été créées dans le cadre du programme quinquennal.

Le nombre d'infrastructures artisanales créées en faveur des PME est réalisé à hauteur de 66%. Selon Benbada, 80% des projets lancés ont été achevés entre 2006 et 2007, dans le cadre du programme Sud/Hauts-Plateaux qui sera totalement achevé durant l'année 2009. Une partie de ce programme sera clôturée avant la fin du premier semestre de l'année en cours. Pour le programme quinquennal 2009/2013, la priorité sera donnée à la prise en charge des retards enregistrés et des failles qui ont marqué le précédent, a-t-il précisé. Les entreprises nationales, publiques et privées bénéficieront d'un meilleur traitement dans l'obtention des marchés publics, a-t-il encore expliqué. Il a toutefois insisté sur la nécessité de rationaliser les ressources financières, en raison de la chute des prix du pétrole, s'est-il justifié. «Il est possible que nous soyons dans l'incapacité de lancer de nouveaux programmes massifs pour la réalisation de nouvelles infrastructures», a-t-il précisé.

Le ministre de la PME et de l'Artisanat a annoncé la création prochaine d'un centre national de la sous-traitance, indiquant que ce dernier fera profiter les opérateurs nationaux. Il sera aussi question de la création d'un observatoire national qui servira à la consolidation des activités du conseil national consultatif de la PME. Trois ou quatre centres d'excellence techniques en artisanat (orfèvrerie, céramique, etc), seront également mis en place dans les prochains mois. Benbada affirme avoir reçu des offres de partenariat, mais faute d'un réceptacle institutionnel, le projet ne verra pas le jour de sitôt, a-t-il ajouté. Un projet de code sur la bonne gouvernance, avalisé par le gouvernement, sera effectif dès le premier mars prochain. Il est destiné aux responsables des PME qui désirent améliorer leurs méthodes de gestion. L'adhésion est libre, a conclu Benbada.

L. M.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La zaouïa Tidjania réitère son soutien à Bouteflika

Mohamed El-Habib El-Tidjani, représentant officiel de la zaouïa Tidjania, a réitéré, hier, son soutien à un troisième mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika.

«Le président Bouteflika a démontré ses capacités. Il a réussi à éteindre le feu de la fitna et, rien que pour cela, il mérite notre soutien», a indiqué le représentant de cette confrérie religieuse lors d'une conférence animée hier au siège du Centre international de presse (CIP).

Mohamed El-Habib El-Tidjani a indiqué que Bouteflika compte engager de nouveaux projets de développements. «Il a fait énormément pour le développement du pays. Nous avons également compris qu'il compte engager de nouveaux projets de développement à l'avenir».

Il a toutefois soutenu que la zaouïa Tidjania n'a pas reçu d'aides depuis l'accession de Bouteflika au pouvoir en 1999.

«Mis à part les fonds débloqués par le ministère des Affaires religieuses pour organiser la première conférence internationale sur la tariqa tidjania, nous n'avons reçu aucune aide financière. Il suffit de venir nous rendre visite au siège de la zaouïa à Aïn Madhi pour vous rendre compte que nous ne percevons pas d'aide de l'Etat.»

A propos de la tenue de la seconde édition de la Conférence internationale dans la localité de Guemar (wilaya de Oued Souf), Mohamed El-Habib El-Tidjani s'est dit étonné que cet événement se déroule dans un autre lieu que Aïn Madhi. «Il était convenu, dès la première édition, que la conférence se tienne chaque deux ans à Aïn Madhi. A l'époque, un haut responsable de l'Etat m'avait donné des garanties dans ce sens. Mais nous avons été surpris de constater que Guemar ait été choisie par le ministère des Affaires religieuses. Nous avons saisi les autorités pour avoir de plus amples informations à propos de ce choix. Mais aujourd'hui encore nous ne savons toujours rien.»

Mohamed El-Habib El-Tidjani, qui a le statut de délégué du kalif général Mohamed ben Sidi Mahmoud, a en outre indiqué que la confrérie compte plusieurs millions d'adeptes à travers le monde. «Le nombre d'adeptes à travers le monde n'est pas connu avec précision mais il tourne autour de 350 millions de personnes. Il est toutefois certain que la tariqa est plus présente à l'extérieur de l'Algérie».

T. H.